Extrait du site UGTG.org

url :Â <http://ugtg.org/spip.php?article1332>

Â« Aux peuples autochtones du monde Â ».

Par Evo Morales

- RepÃ´res - DÃ©battre -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : vendredi 5 novembre 2010

Mis Ã jour le : vendredi 5 novembre 2010

UGTG.org

FrÃres indigÃnes du monde,

Je suis profondÃment inquiet de la tentative dâEuros"utilisation de certains dirigeants et de groupes indigÃnes pour promouvoir la mercantilisation de la nature et de la forÃt en particulier Ã travers la crÃation du mÃcanisme REDD (RÃduction des Emissions rÃsultant du DÃboisement et de la DÃgradation des forÃts dans les pays en dÃveloppement) et ses versions REDD+ et REDD++.

Chaque annÃe une Ãtendue de forÃt et de jungle dâEuros"une superficie Ãquivalente Ã 36.000 terrains de football disparaÃt. Chaque annÃe, nous perdons 13 millions dâEuros"hectares de forÃts. A ce rythme, les forÃts disparaÃtront avant la fin du siÃcle.

Les forÃts et la jungle sont les principales sources de biodiversitÃ. Si la dÃforestation continue des milliers dâEuros"espÃces animales et vÃgÃtales disparaÃtront Ã tout jamais. Plus des trois quarts de lâEuros"eau douce accessible proviennent de zones de captage en forÃt, Ãtant donnÃ que la qualitÃ de lâEuros"eau se dÃgrade lorsque lâEuros"Ãtat de la forÃt se dÃtÃiore. Les forÃts constituent une protection contre les inondations, lâEuros"Ãrosion et les catastrophes naturelles. Elles fournissent des biens Ã base de bois ou sans bois. Elles recÃlent de mÃdicaments naturels et de techniques de guÃrissons jusquâEuros"ici inconnues.

Les forÃts et la jungle sont les poumons de lâEuros"atmosphÃre. 18 % de la totalitÃ des Ãmissions de gaz Ã effet de serre produites Ã travers le monde est dÃ Ã la dÃforestation.

Il est fondamental de cesser la destruction de notre Terre MÃre.

Dans le contexte actuel des nÃgociations sur le changement climatique, tout le monde reconnaÃt quâEuros"il est essentiel dâEuros"empÃcher la dÃforestation et la dÃgradation des forÃts.

Toutefois, pour ce faire, certains optent pour la mercantilisation des forÃts en avanÃsant le faux argument selon lequel on prend soin et on entretient uniquement ce qui a un prix et un propriÃtaire.

Leur proposition est de ne prendre en compte quâEuros"une des fonctions des forÃts, Ã savoir sa capacitÃ dâEuros"absorption de dioxyde de carbone, et dâEuros"Ãmettre des Ã« certificats Ã », des Ã« obligations Ã » ou des Ã« crÃdits-carbone Ã » qui seront commercialisÃs dans un marchÃ du carbone. Ainsi, les entreprises du Nord pourront choisir, soit de rÃduire leurs Ãmissions dans leur pays, soit dâEuros"acheter des Ã« certificats REDD Ã » dans des pays du Sud en fonction de lâEuros"Ãtat de leur Ãconomie. Par exemple, si une entreprise doit investir 40 ou 50 dollars US pour rÃduire lâEuros"Ãmission dâEuros"une tonne de COÃ² dans un Ã« pays dÃveloppÃ Ã », elle prÃfÃrera acheter un Ã« certificat REDD Ã » moyennant 10 ou 20 dollars US dans un pays Ã« en dÃveloppement Ã », conformÃment Ã lâEuros"engagement portant sur la rÃduction des Ãmissions de la tonne de COÃ² en question.

Par lâEuros"intermÃdiaire de ce mÃcanisme, les pays dÃveloppÃs transfÃreront aux pays en dÃveloppement leur obligation de rÃduire leurs Ãmissions, et le Sud financera, une fois de plus, le Nord puisque cette entreprise du Nord Ãconomisera beaucoup dâEuros"argent en achetant des Ã« certificats Ã » de carbone des forÃts du Sud.

Non seulement, ils tricheront en ce qui concerne leurs engagements de rÃduction des Ãmissions, mais ils ouvriront Ãgalemment la porte Ã la mercantilisation de la nature en commenÃsant par les forÃts. Les forÃts feront

lâEuros"objet dâEuros"une estimation en raison de la quantitÃ© de tonnes de COÂ² quâEuros"elles sont capables dâEuros"absorber. Les Â« obligations Â » ou les Â« crédits-carbone Â » qui attestent de cette capacitÃ© dâEuros"absorption seront achetÃ©s et vendu(e)s comme nâEuros"importe quelle marchandise au niveau mondial. Pour sâEuros"assurer que personne ne viole la propriÃ©tÃ© des acheteurs de Â« certificats REDD Â », un ensemble de restrictions a Ã©tÃ© mis en place, lequel finira par bafouer les droits souverains des pays et des peuples indigÃ©nes sur leurs forÃ©ts et la jungle. CâEuros"est alors que commencera une nouvelle Ã©tape de privatisation de la nature jamais observÃ©e auparavant qui sâEuros"Ã©tendra progressivement Ã© lâEuros"eau, Ã© la biodiversitÃ© et Ã© ce quâEuros"ils qualifient de Â« services environnementaux Â ».

Alors que nous affirmons que le capitalisme est la cause du rÃ©chauffement global et de la destruction des forÃ©ts, de la jungle et de la Terre MÃ©re, eux cherchent maintenant Ã© Ã©tendre le capitalisme Ã© la mercantilisation de la nature sous couvert du dÃ©nominateur Â« Ã©conomie verte Â ».

Afin dâEuros"obtenir le soutien Ã© cette proposition de mercantilisation de la nature, certains organismes financiers, gouvernements, ONG, fondations, Â« experts Â » et entreprises intermÃ©diaires offrent un pourcentage des Â« bÃ©nÃ©fices Â » de cette Â« mercantilisation Â » de la nature aux peuples indigÃ©nes et aux communautÃ©s vivant dans les forÃ©ts de peuples originaires et la jungle.

La nature, la forÃ©t et les peuples indigÃ©nes ne sont pas en vente !

A travers les siÃ©cles, nous, peuples indigÃ©nes avons vÃ©cu en prenant soin et en prÃ©servant les forÃ©ts de peuples originaires et la jungle. Nous ne considÃ©rons les forÃ©ts et la jungle ni comme un objet ni comme une chose que lâEuros"on peut Ã©valuer et privatiser.

Nous nâEuros"acceptons pas que lâEuros"on rÃ©duise les forÃ©ts dâEuros"indigÃ©nes Ã© une simple quantitÃ© mesurable de carbone. Nous nâEuros"accepterons pas non plus que lâEuros"on prenne les forÃ©ts dâEuros"indigÃ©nes pour de simples plantations dâEuros"une ou plusieurs espÃ©ces dâEuros"arbres. La forÃ©t est notre foyer, elle est la grande maison oÃ¹ coexistent plantes, animaux, eau, sol, air pur et Ã©tres humains.

Il est fondamental que tous les pays du monde travaillent ensemble pour Ã©viter la dÃ©forestation et la dÃ©gradation des forÃ©ts et de la jungle. Il incombe aux pays dÃ©veloppÃ©s de contribuer Ã©conomiquement Ã© la prÃ©servation des forÃ©ts, celle-ci faisant partie intÃ©grante de leur dette climatique et environnementale, mais NON Ã© travers leur mercantilisation. Il existe de nombreux moyens dâEuros"aider et de financer les pays en dÃ©veloppement, les peuples indigÃ©nes et les communautÃ©s locales qui contribuent Ã© la prÃ©servation des forÃ©ts.

Les pays dÃ©veloppÃ©s dÃ©pensent des dizaines de fois plus de ressources publiques pour la dÃ©fense, la sÃ©curitÃ© et les guerres que pour le changement climatique. MÃ©me pendant la crise financiÃ©re beaucoup ont maintenu voire augmentÃ© leurs dÃ©penses relatives Ã© la dÃ©fense. Il est inadmissible quâEuros"en profitant des besoins des communautÃ©s et des ambitions de certains dirigeants et Â« experts Â » indigÃ©nes, on vise Ã© impliquer les peuples indigÃ©nes dans la mercantilisation de la nature.

Tout mÃ©canisme de protection des forÃ©ts et de la jungle doit sauvegarder les droits et garantir la participation des indigÃ©nes. Toutefois, nous ne pouvons accepter, sous prÃ©texte de participation des indigÃ©nes Ã© la REDD, quâEuros"on prise et quâEuros"on nÃ©gocie au sein dâEuros"un marchÃ© mondial le carbone des forÃ©ts et de la jungle.

FrÃ©res indigÃ©nes, ne soyons pas dupes. Certains nous disent que le mÃ©canisme de marchÃ© du carbone dans

le cas de la REDD se fera sur la base du volontariat. C'est-à-dire que celui qui le voudra pourra vendre et acheter, et celui qui ne le souhaitera pas, sera mis à l'écart. Nous ne pouvons pas accepter qu'avec notre consentement on crée un mécanisme dans lequel les uns vendent volontairement la Terre alors que les autres regardent les bras croisés.

Face à ces visions réductionnistes et mercantilistes des forêts et de la jungle, les peuples indigènes, conjointement avec les paysans les mouvements sociaux du monde, doivent lutter en faveur des propositions de la Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les droits de la Terre mère :

Contrôle intégral des forêts autochtones en prenant en compte non seulement leur fonction de réduction des émissions de CO₂ mais également leurs fonctions et potentialités permettant de ne pas les confondre avec de simples plantations.

Par rapport à la souveraineté des pays en développement dans la gestion intégrale de leurs forêts.

Respect intégral des droits des peuples indigènes déterminés par la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones, de la Convention 169 de la OIT et d'autres instruments internationaux ; reconnaissance et respect de ses territoires ; revalorisation et application des connaissances indigènes pour la préservation des forêts ; participation et gestion des forêts et de la jungle par les peuples indigènes.

Financement des pays en développement et des peuples indigènes par les pays développés pour le contrôle intégral des forêts comme faisant partie de sa dette climatique et environnementale. Pas de mise en place d'aucun mécanisme de marché du carbone ou de « mesure d'incitation À » qui impliquerait la mercantilisation des forêts et de la jungle.

Reconnaissance des droits de la Terre mère qui englobe les forêts, la jungle et toutes ses composantes. Afin de rétablir l'harmonie avec la Terre mère, la marche à suivre n'est pas de faire une estimation de la nature, mais de reconnaître que non seulement nous les êtres humains avons droit à la vie et à nous reproduire, mais que la nature a également le droit à la vie et à se régénérer, et que sans la Terre mère les êtres humains ne peuvent vivre.

Frères indigènes, ensemble avec nos frères paysans et les mouvements sociaux du monde, nous devons nous mobiliser pour que les conclusions de Cochabamba soient défendues à Cancun, et pour impulser un mécanisme d'ACTIONS RELATIVES AUX FORETS basé sur ces cinq principes, en faisant toujours de l'unité des peuples indigènes et des principes de respect de la Terre mère notre devise, qu'au travers des siècles nous avons préservé et hérité de nos ancêtres.

EVO MORALES AYMA

Président de l'Etat Plurinational de Bolivie

Communiqué de Presse de l'Ambassade de l'Etat Plurinational de Bolivie en France.

Source : [Le Grand Soir](#)